

Paris, le 16 octobre 2012

Suppression d'emplois et de sites à la SNET Face à la direction d'EON qui veut passer en force, le Gouvernement doit maintenant faire face à ses responsabilités !

Le Comité Central d'Entreprise de la SNET (groupe EON) s'est tenu jeudi dernier, le 11 octobre 2012, à Paris dans un climat de tension sans précédent.

La direction du Groupe n'a pas hésité à verser dans la provocation en convoquant un cordon de CRS imposant face aux 250 manifestants, soutenus par des Élus des régions concernées. Des gardes du corps étaient présents dans le bâtiment d'un centre d'affaire, où la réunion avait été délocalisée pour des raisons de sécurité, dicit la Direction de LA SNET. Un huissier était posté à l'extérieur de la salle de réunion où se tenait le Comité, pour intervenir en cas de « débordement ». Cet accueil indigne, réservé aux élus du personnel de la SNET, dissimule mal l'irresponsabilité des dispositions engagées par la direction de l'énergéticien allemand.

En effet, pour des raisons bassement financières (quotas de CO² payants), la direction d'EON ambitionne de fermer 2 tranches de la centrale Emile Huchet en Lorraine, une à Montceau les Mines et la centrale de Hornaing dans le Nord de la France ; et de convertir en biomasse une tranche à Gardanne. Le groupe fait fi des salariés de ces centrales et des 1000 MW qu'elles produisent.

Face au chantage d'EON qui impose un plan de départs volontaires ou, si refus, un plan de licenciements, ce qui serait une première dans les Industries Electriques et Gazières, FO Énergie et Mines n'entend pas baisser les bras et dénonce une direction aux méthodes outrancières, indigne d'une entreprise allemande, qui se veut être le chantre du dialogue social sur le plan mondial.

La balle est maintenant clairement dans le camp du Gouvernement qui doit cesser de louvoyer comme il l'a fait jusqu'à présent.

A FO Energie et Mines, nous exigeons donc :

- **une expertise indépendante** sur le projet de reprise de sites de la société Sparkling, qui s'impose encore plus aujourd'hui maintenant qu'a été dévoilée par cette société, la lettre d'intention de son partenaire dans cette reprise ;
- **la mise à l'ordre du jour en urgence de la proposition de loi sur la reprise de sites** pour forcer Eon à céder ses sites. Le Gouvernement a bien récemment accepté de discuter de la proposition de loi sur la tarification progressive sur l'électricité et le gaz qui est contestée de toutes parts et qui ne doit s'appliquer qu'en 2014. Il doit bien être capable d'accepter la mise à l'ordre de jour d'un texte dont l'urgence est criante et qui est attendu par les salariés !

Pour FO Energie et Mines, le Gouvernement prendrait un grand risque en acceptant d'accompagner EON dans sa destruction des garanties collectives de nos industries. Car au final, c'est bien lui qui sera jugé comme responsable. Le vrai changement que nous attendons, c'est qu'il dise clairement NON au projet funeste d'EON et qu'il s'en donne les moyens !

Contact :

Jean-Pierre DAMM

Secrétaire Général FO du Syndicat Général Mines

06 09 35 77 05